

dans les ministères on commence à parler de colonisation au lieu d'immigration. C'est un pas dans la bonne voie, mais il reste beaucoup à faire dans le domaine pratique avant d'arriver à bien. Ces appels pathétiques dont les journaux sont remplis à cette saison de l'année sont un déshonneur pour la civilisation. Non seulement nous demande-t-on de souscrire pour des dîners de Noël, mais l'on nous dévoile en partie l'état d'existence lamentable d'une forte proportion de la population. Il n'est pas besoin de sortir d'Ottawa. Voici l'extrait d'un journal de date bien récente, le 2 décembre rapportant les paroles du commissaire des œuvres sociales d'Ottawa, lequel dit:

L'on nous répète constamment que le Canada a besoin d'immigrants. Les compagnies de transport ont grand intérêt à dire que notre prospérité s'accroîtra en proportion du nombre d'immigrants nouveaux qui nous viendront. Il semble plausible de croire que l'importation de nouveaux étrangers aggraverait la situation actuelle. Si nous avons besoin d'un plus grand nombre de travailleurs durant les mois d'été, nous pourrions les faire venir au printemps et les renvoyer à l'automne.

Et encore:

Le niveau social de nos citoyens n'est pas relevé par la présence dans notre ville de milliers de petits enfants affamés, de centaines de foyers froids et malheureux, de nombreuses familles jetées sur le pavé parce que le loyer ne peut être payé.

Est-ce vrai? Sinon, il incombe au Gouvernement de rectifier ces déclarations. Si elles sont exactes, il est de son devoir de présenter une loi qui remédie à cet état de choses.

Le discours du trône continue:

Il est agréable de constater que, durant l'année, le commerce extérieur du Canada s'est sensiblement amélioré.

Nous en sommes tous heureux, je n'en doute pas, parce qu'en somme nous reconnaissons que les rapports du commerce indiquent une amélioration sensible de la situation générale. D'un autre côté, je me demande parfois pourquoi notre commerce étranger occupe tant notre attention tandis que nous ne nous occupons pas beaucoup de l'expansion de notre commerce domestique. Cela est impossible sans l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse du peuple. Voilà, il me semble, l'une des solutions du problème économique qui s'impose non seulement à notre propre pays mais à toutes les contrées de l'univers. A ce sujet, pour montrer qu'une foule de personnes en dehors des cercles ouvriers sont de cet avis, je vais citer quelques lignes d'un des journaux de ma ville, le *Winnipeg Tribune*. Cette feuille a appuyé le parti conservateur durant la dernière campagne de sorte que l'on ne saura m'accuser de citer un organe parti-

[M. Woodsworth.]

culièrement favorable à ma propre attitude. Voici l'éditorial:

Besoin de marchés domestiques

La fédération américaine du travail touche à la base même des principes économiques quand elle affirme que "le plus grand bien de tout le groupe social est assuré. . . par des salaires élevés qui garantissent le pouvoir d'achat aux travailleurs, et, par conséquent, un statut national plus élevé. En d'autres termes, plus la masse des ouvriers peut dépenser d'argent, plus considérable sera le marché domestique pour les marchandises que ces ouvriers produisent".

Il ajoute:

Il est étrange que les nations luttent pour obtenir des marchés étrangers et dépensent des sommes énormes pour se créer des clients parmi des peuples à demi civilisés, alors qu'elles ont chez elles-mêmes des masses qui ont besoin des produits qu'elles ont tant de difficulté à écouler. Il ne devrait pas être difficile à un économiste de prouver que ce que les pays qui peuvent disposer d'un surplus d'industrie devraient faire pour vendre leur surproduction, c'est, comme le suggère la fédération américaine du travail, d'augmenter le pouvoir d'achat de la masse dans le pays même.

Bien entendu, les magazines ont insisté sur cet aspect particulier de la question économique, et le travail de M. Henry Ford, fondé sur l'expérience, a peut-être servi à appeler l'attention du peuple sur ses possibilités. Je recommande cette proposition au ministre du Commerce (M. Malcolm). Il est fort possible d'accroître la prospérité au Canada en améliorant nos marchés domestiques.

Il est question de pourvoir convenablement aux besoins du service civil. Nous voulons tous que les fonctionnaires soient bien traités, mais pourquoi ne pas commencer à faire des économies ici même? Je ne voudrais pas suggérer la disparition du solliciteur général (M. Cannon); il est trop aimable. Cependant, je proposerais l'abolition de son ministère, comme cela a été suggéré il y a un an ou deux. J'ignore pourquoi le Gouvernement semble avoir changé d'idée, ayant apparemment décidé de ne rien faire dans ce sens. Mainte et mainte fois, on a proposé la fusion de divers départements. Nous avons tous, je le suppose, étudié les moyens d'y arriver. Je mentionnerai la fusion des ministères des Travaux publics et des Chemins de fer et Canaux. Mes collègues songeront immédiatement à la fusion d'une demi-douzaine d'autres départements. Pourquoi persister dans des prodigalités à l'endroit des hauts fonctionnaires, lorsque nous parlons constamment de la nécessité de faire des économies dans tout le pays?

Me sera-t-il permis de présenter une ou deux suggestions qui sont venues à mon esprit,—et à celui de bien d'autres, je suppose, au